



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Joëlle URBANI

Hors commission - Convention de facturation et de mandat entre la société SAUR, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux - Lot 1 et 2 est et Ouest - Avenants n°1 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la société SAUR est titulaire des deux lots Est et Ouest d'un marché de prestations de services n°M1D0037EA passé par Montpellier Méditerranée Métropole, sur l'exploitation du service public de l'assainissement collectif sur les communes ci-dessous.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génies des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Au titre de ce marché, une convention de facturation et de mandat par lot a été signée entre SAUR et la Métropole, délibération n°2022-37 du 25 janvier 2022. Par ces conventions, SAUR est autorisé aux titres de ces missions auprès des usagers du service public de facturer et mandater les prestations décrites ci-après et reversent lesdites sommes à la Métropole, au budget annexe de l'assainissement.

Ces prestations sont, en autres, les suivantes, définies à l'article 5 du CCAP des deux lots du marché :

- Réception de matières de vidanges ;
- Réception de graisses ;
- Réception de matières de vidanges et graisses mélangés ;
- Réalisation d'un branchement neuf pour le compte d'un pétitionnaire (pas d'exclusivité) ;
- Modification d'un branchement à la demande d'un usager ;
- Connexion au réseau existant lors de branchement réalisé par un tiers ;
- Contrôle de conformité d'un branchement neuf réalisé par un tiers en partie publique et privée (vérification visuelle en tranchée ouverte avant remblai, déplacement, remise de fiche de contrôle) ;
- Contrôle de conformité d'un branchement existant à l'occasion de la cession d'un bien immobilier ou de la réalisation d'un branchement neuf par une autre entreprise que le Gestionnaire ;
- Frais de prestations diverses en application du règlement de service.

En application de la délibération n° M2021-612 du Conseil de Métropole du 23 mars 2021, du choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de la présente convention, étant précisé que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est un Etablissement Public Industriel et Commercial.

Il est donc proposé par les présents avenants n°1 des conventions, du transfert à la Régie des eaux de la convention de facturation et de mandat. Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants n°1 de transfert pour les deux conventions de mandat de facturation relatifs aux lots 1 et 2 de la prestation de service de SAUR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-217006-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 -Transfert SAUR Lot 1 VF.docx
- Avenant n°1 -Transfert SAUR Lot 2 VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.